



ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Projet de franchissement routier de la rivière Vendée
sur la commune d'Auchay-sur-Vendée (85)

La préfète de la région Pays de la Loire
Officier de la légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du mérite

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté de la préfète de région n° 2018/SGAR/DREAL/15 du 21 février 2018 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2018-3064 relative au projet de franchissement routier de la rivière Vendée sur la commune d'Auchay-sur-Vendée, déposée par monsieur le maire de cette même commune et considérée complète le 22 mars 2018 ;
- Vu la consultation de l'agence régionale de santé et sa réponse en date du 3 avril 2018 ;
- Vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer et sa réponse en date du 16 avril 2018 ;
- Vu la consultation du Parc naturel régional du Marais poitevin et sa réponse en date du 16 avril 2018 ;

Considérant que le projet consiste en la réalisation d'un nouveau pont routier de 35 m au-dessus de la rivière Vendée qui nécessitera également la création d'une voirie neuve sur 295 m, la reprise d'un petit pont de pierre sur 10 m et de la réfection de voirie sur 150 m ; ceci dans le but d'améliorer les conditions de circulation entre les bourgs des deux anciennes communes d'Auzay et de Chaix désormais fusionnées ;

Considérant que l'actuel pont, limité en gabarit et en tonnage, ne sera pas démoli mais conservé pour les circulations douces (cycles et piétons) ;

Considérant que les travaux projetés se trouvent au sein du site Natura 2000 du Marais poitevin (zone de protection spéciale FR 5410100 et zone spéciale de conservation FR 5200659) secteur également concerné par deux zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique, la ZNIEFF de type 2 « complexe écologique de marais poitevin, des zones humides littorales voisines, vallées et coteaux calcaires attenants » et la ZNIEFF de type 1 « Vallée de la Vendée »

Considérant que le projet est concerné par le plan de prévention des risques inondation (PPRI) relatif à la rivière Vendée, servitude d'utilité publique dont il devra respecter les prescriptions ;

Considérant que la réalisation du pont ne prévoit pas d'intervention directe dans le cours d'eau ;

Considérant que les installations de chantiers seront hors zone inondable et hors site Natura 2000 ;

Considérant toutefois que les travaux de défrichement d'espace boisé et de remblaiement de part et d'autre du futur pont, aux abords des berges de la rivière Vendée, nécessitent de bien appréhender les enjeux relatifs aux habitats naturels et espaces en lien avec le réseau hydraulique du site notamment pour la loutre et les chiroptères ;

Considérant l'absence d'habitations riveraines à proximité du projet ;

Considérant l'absence de périmètre de protection d'eau destinée à la consommation humaine ;

Considérant que le projet relève d'une procédure de déclaration au titre des installations, ouvrages, travaux et aménagement soumis à la législation sur l'eau et les milieux aquatiques et que dans ce cadre seront produites une étude hydraulique et une étude d'incidence Natura 2000 ayant notamment pour objet de garantir l'absence d'incidence notable au travers du respect de la démarche visant à éviter-réduire et, le cas échéant, compenser les impacts résiduels du projet ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement le projet de franchissement routier de la rivière Vendée sur la commune d'Auchay-sur-Vendée, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

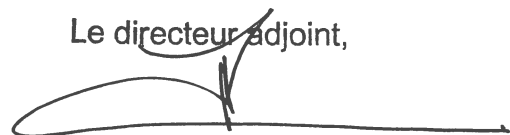
Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune d'Auchay-sur-Vendée et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le 25 AVR. 2018

Le directeur adjoint,



Philippe VIROULAUD

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Madame la préfète de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes cedex2

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Madame la préfète de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes cedex2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire

Adresse postale : Ministère de la transition écologique et solidaire

92055 Paris-La-défense cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).